

à Maxime Higon
Paul Hymans

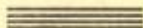
Paul HYMANS

HOMMAGE

A

Adolphe Max

Extrait de la Revue *Le Flambeau*
(20 Novembre 1939)



081
H 997 v
n° 32

Bruxellensis

.O

081
1997
32

S ÉDITIONS DU « FLAMBEAU »
BRUXELLES

—
1939

Hommage à Adolphe Max ⁽¹⁾

Adolphe Max est mort dans la gloire.

Il est tombé au sommet.

Il voyait approcher le trentième anniversaire de sa nomination aux fonctions qui devaient remplir sa vie.

Il venait de prononcer à la Chambre, au nom du groupe libéral, et au Conseil communal deux discours où il définissait en quelques phrases lumineuses, à la fois courageuses et prudentes, notre attitude devant les événements qui bouleversent le monde. Il y conciliait le devoir de l'entente nationale pour la défense de notre position politique et le droit imprescriptible des consciences qui demeurent juges des actes et des principes, et en qui ne pourraient s'effacer les souvenirs et les amitiés.

Il y a quatre ans, il organisait et inaugurait cette resplendissante Exposition internationale, sur le plateau du Heysel, où il rêvait d'accroître Bruxelles d'un nouveau quartier florissant. Et, dans un moment où la crise financière et les inquiétudes ralentissaient les initiatives, il donnait le signal d'un renouveau d'énergie et rallumait des foyers d'optimisme.

La confiance du peuple de la capitale, l'estime publique, le soutien de son parti lui donnèrent l'autorité nécessaire pour l'achèvement de sa tâche municipale et l'accomplissement, en pleine indépendance, de ses devoirs publics.

Enfin, les circonstances qui se déroulent au de-

(1) Cet hommage a été prononcé devant l'assemblée générale extraordinaire du Parti libéral, le 12 novembre 1939.



hors et les anxiétés qui planent autour de nous ressuscitent la mémoire de son rôle au début du drame de 1914, de sa résistance intrépide aux ordres de la puissance occupante, du sacrifice qu'il fit de sa liberté pour garder intact un patrimoine sacré d'indépendance et d'honneur.

Il disparaît à l'apogée. Rien n'a diminué jusqu'à la fin ni ses forces, ni son prestige.

Il était, au moment de s'éteindre, lui-même, tout entier.

Il entre dans l'Histoire sans qu'une ombre ait obscurci son front, sans qu'une parcelle de sa personnalité se soit détachée.

Pour nous qui l'aimions, c'est une consolation et une immense fierté.

Fierté de Belges, à l'aspect d'une vie de services à la patrie, fierté de libéraux à la pensée qu'Adolphe Max était des nôtres, de notre famille spirituelle, et que sa renommée nous enrichit et donne un relief imposant au rôle du libéralisme dans la Belgique communale et parlementaire.

Adolphe Max était libéral d'instinct en quelque sorte et par nature, libéral de principe et de conviction. Il s'était formé au foyer, à l'école, à l'Université Libre de Bruxelles. A peine inscrit au Barreau, il s'enrôle dans les cercles de propagande, puis dans le petit groupe batailleur du journal *La Liberté* que patronnaient Frère-Orban, Graux, Bara, Buls, Vanderkindere. J'en étais avec lui. C'était en 1892. La réforme électorale passionnait les partis. Nous redoutions le suffrage universel; nous luttions pour le suffrage éclairé, estimant que l'exercice du droit de vote exigeait des conditions de capacité et d'indépendance. Le système du vote plural triompha, donna au parti catholique une énorme majorité et réduisit à une poignée la représentation du parti libéral, qui ne retrouva au Parlement une position digne de lui qu'après l'adoption



ADOLPHE MAX

1869-1939

de la représentation proportionnelle. Mais la suprématie catholique devait se maintenir jusqu'à la fin de la guerre. En 1916, pour la première fois depuis 1884, des représentants des gauches, deux libéraux et un socialiste, entrèrent dans le Gouvernement.

Pendant cette longue période, Max commença et poursuivit l'ascension qui devait si rapidement le conduire au faite.

Les anciens avaient reconnu en lui les signes annonciateurs d'une vocation. Il devint conseiller provincial, conseiller communal, puis échevin. Enfin, au décès d'Emile De Mot, Léopold II, quelques jours avant de mourir, signa l'arrêté le nommant bourgmestre de Bruxelles.

Max suivit l'évolution de toute sa génération.

A la fin du siècle dernier et au début du siècle présent, le monde autour de nous changea. La Belgique devint une démocratie. Le prolétariat s'organisait; le parti socialiste surgissait, conduit par une cohorte de jeunes hommes impétueux qui faisaient sonner de pressantes revendications; la vie économique se compliquait; les intérêts s'enchevêtraient et se heurtaient. On prenait conscience des besoins, des aspirations de la classe laborieuse; l'action de l'Etat apparut comme indispensable pour arbitrer, coordonner, aider le faible contre le fort, édifier et perfectionner les services publics. Un souffle de solidarité poussa aux réformes sociales, à la création d'entreprises de relèvement et d'assistance.

La bourgeoisie, qui longtemps avait régné seule, suivit le mouvement qui entraînait la Belgique, comme tous les pays libéraux de l'Europe, vers une compréhension plus large et plus généreuse de la vie politique et sociale.

La sécurité du pays, garantie par la neutralité obligatoire et conventionnelle de 1839 devint, dans les mêmes temps, un sujet de préoccupations. Notre régime militaire avait pour base le remplacement et

le tirage au sort. On vit peu à peu des nuages se dessiner à l'horizon.

Les libéraux se donnèrent pour mission d'imposer à la droite, qui détenait le pouvoir, deux grandes réformes qu'exigeaient l'éducation du peuple et l'égalité du devoir civique : l'instruction obligatoire et le service militaire personnel et général. Ils les conquirent après des luttes ardentes.

Enfin, comme la domination catholique se prolongeait depuis plus d'un quart de siècle, on se tourna vers le suffrage universel, avec l'espoir que de l'égalité politique, de la masse populaire, sortirait la force nécessaire pour renverser un régime dont la continuité menacerait l'unité morale du pays.

Max parcourut avec nous ces stades de l'évolution dictée par le temps et les transformations de la pensée politique et du rôle de l'Etat. Il prit part à toutes nos campagnes.

Quand, en 1912, éclata la menace de la grève générale, décrétée par le parti ouvrier, afin de hâter une nouvelle révision constitutionnelle, il aida l'action du groupe parlementaire libéral en convoquant à Bruxelles une réunion de tous les bourgmestres des chefs-lieux.

Notre effort aboutit à la pacification par la nomination, que promit M. de Broqueville, d'une Commission chargée d'étudier la question électorale et de rechercher une solution qui rallierait tous les partis.

Après la guerre, en 1918, quand se constitua le gouvernement de M. Delacroix, je ne voulus pas accepter l'institution du suffrage pur et simple par le vote des Chambres sans recours à la procédure constitutionnelle, avant d'avoir demandé l'avis d'Adolphe Max qui fut affirmatif et que m'apporta Paul-Emile Janson.

On ne pouvait, au retour des ouvriers déportés et des soldats revenus des champs de bataille, retarder leur accès aux urnes électorales.

Max venait de rentrer de captivité, salué à Bruxelles par une immense démonstration d'enthousiasme et de joie.

Il retrouvait son hôtel de ville qu'il avait illustré, quatre ans auparavant, par un magnifique exemple de civisme irréductible.

J'ai, en quelques lignes, caractérisé ce superbe épisode de sa vie, dans ma préface pour le livre qu'Auguste Vierset consacra à son patron vénéré :

« Adolphe Max, dans les premières semaines de l'occupation, par la fermeté du langage, par la dignité du geste, par l'affirmation répétée de son indépendance morale, de son inébranlable attachement aux destinées nationales, par son audace qui toucha parfois à la bravade, rendit au pays, au prix de sa sécurité personnelle, un service inestimable. Il donna le ton à l'esprit public. Il éleva les âmes à un niveau d'où désormais la fierté défendait que l'on descendît. Il traça le chemin où l'on marcherait, en songeant à lui, quand il ne serait plus là pour conduire. Il établit l'étalon du courage civil. Il frappa, avant de partir pour l'exil, une monnaie qui, jamais, ne se déprécia.

» C'est de là que vient la grandeur de son rôle, par là qu'il aida au salut du pays. »

En 1919, Max est élu député et nommé président d'honneur de l'Université Libre de Bruxelles.

A la Chambre, il acquiert à la tribune et parmi ses collègues, un ascendant que lui assurent la lucidité de son jugement, la clarté du style, la mesure dans l'expression, la courtoisie du ton et des manières, un calme qu'aucun incident n'ébranle, une parfaite maîtrise de soi.

Il sait écouter et n'interrompt pas.

La discussion la plus bruyante ne le détourne pas de la besogne courante à laquelle ses fonctions municipales l'obligent de vaquer sans relâche.

Il lit les dossiers de l'hôtel de ville, les annote,

signe sa correspondance et, l'oreille tendue, n'ignore rien de ce qui se dit autour de lui.

Au dehors, l'affection populaire l'entoure de sourires et d'acclamations. Sa physionomie devient familière à tous. Il est à l'aise parmi les petits comme parmi les grands.

Dans les moments de crise, on l'associe à toutes les délibérations. Le roi Albert, le roi Léopold le consultent.

Il préside le groupe libéral de la Chambre avec bonne grâce et sang-froid, une attention toujours en éveil, l'art de condenser, de concilier, de rédiger en quelques termes les résolutions qui résument le sentiment commun.

Il parle, agit en libéral de haute race. Il est profondément respectueux des principes constitutionnels et le défenseur intransigeant des franchises communales. Il a le sens de l'Etat et de sa dignité. On se rappelle son attitude dans les incidents que souleva une blessante nomination académique.

Dans le tumulte des controverses, il discerne et dégage l'intérêt général.

Il appuie les transactions loyales que la composition des Chambres rend nécessaires pour l'exercice du pouvoir. Il repousse les solutions excessives. Dans la question flamande, il reconnaît l'égalité des langues, mais repousse l'unilinguisme; il défend l'autonomie des communes et des pères de famille et souhaite que la capitale reflète la physionomie du pays.

Il se dévoue aux œuvres d'assistance, à l'enseignement, à l'école publique, à l'Université. Il préside les séances académiques et les distributions de prix.

Il ne recherche pas les honneurs qu'il recueille sans vanité. Si l'on évoque devant lui les épreuves qu'il a supportées sans jamais désespérer de la patrie ni de lui-même, il sourit et, comme retenu par une secrète pudeur, il ne laisse échapper que des

fragments de souvenirs et d'impressions. Il ne sollicite pas la gloire.

Il aime l'art, le théâtre, les tableaux; il fonde avec Henri Le Bœuf, le Palais des Beaux-Arts et veille à sa direction.

Il écarte toute inspiration de secte ou de classe. La rigidité des dogmes et des plans répugne à son intelligence indépendante et positive. Simple et courageux, il ne marchandé jamais l'acte ou la parole que lui dicte sa conscience. Il est humain. Il pratique la pure liberté de la pensée.

Je ne pourrais tout dire de lui.

J'ai dit assez pour montrer les beautés du caractère et de l'esprit, qu'accentuaient les exquisés vertus du cœur.

Il demeurera le modèle de la fidélité au devoir, une expression supérieure de l'âme belge et bruxelloise.

C'était un ami, le meilleur des amis, sûr et constant, le plus sage conseiller.

Je lui étais attaché par les liens d'une fraternelle intimité. Et je perds en lui quelque chose de moi-même.

Son amitié fut l'une des joies et l'une des forces de ma vie.

Il n'est plus là. Un vide s'est creusé. Il nous manquera dans les heures difficiles où l'on a besoin d'un appui, d'un avis éclairé, affectueux et loyal.

Mais la mort ne l'a pas détruit.

Les générations qui viennent liront son histoire et y puiseront d'inoubliables leçons.

Paul HYMANS.